

## L'urgence d'accueillir

« Combien de temps allons-nous encore regarder de loin cette tragédie macabre, sans intervenir ? » De nombreuses personnalités politiques, syndicales, associatives dénoncent « les abîmes de l'inhumanité » dans lesquels s'enfoncent l'Union européenne « instrumentalisée par des pouvoirs autoritaires piétinant les droits humains les plus fondamentaux. »

**Alors qu'aux portes de l'Union européenne** se joue un bras de fer politique entre la Pologne et la Biélorussie, nous avons plongé ces derniers jours un peu plus loin dans les abîmes de l'inhumanité.

Dans un froid glacial, au cœur d'une forêt instituée en zone de non droit où ni les journalistes ni les organisations humanitaires n'ont droit d'accès, 4 000 personnes, venant presque toutes de Syrie ou d'Irak, [sont livrées à elles-mêmes](#). Elles subissent la violence des forces militaires et policières polonaises. On compte déjà plus de 15 mort.e.s, des mort.e.s de froid et de soif. Sans compter la disparition d'une dizaine de ces personnes.

Dans le même temps, des réfugiés meurent dans la Méditerranée et [dans La Manche](#). Pour tout commentaire, le porte-parole du RN Julien Odoul affirme sans ciller qu'il faut laisser mourir ces gens de froid. Le journaliste du Figaro Ivan Rioufol s'interroge sur la possibilité de faire tirer l'armée sur eux. Un festival de haine et de racisme. La droite et l'extrême droite sont à l'offensive. Quant au gouvernement d'Emmanuel Macron, fidèle à sa politique migratoire issue de la loi asile et immigration, [il fait le choix des barbelés plutôt que de l'accueil](#).

Accueillir sans attendre. Nous devons, collectivement, assumer ce devoir, pour venir en aide à quelques milliers de personnes, poussées par le désespoir et instrumentalisées par des régimes totalitaires d'extrême droite.

Dans quelques jours, le grand froid, les menaçant de mort. Combien de temps allons-nous encore regarder de loin cette tragédie macabre, sans intervenir ? Comment pouvons-nous laisser croire que des solutions ne puissent être trouvées pour accueillir quelques milliers personnes qui ne menacent en rien la sécurité européenne ?

Quelle est cette Union européenne instrumentalisée par des pouvoirs autoritaires et piétinant les droits humains les plus fondamentaux ?

Il ne s'agit pas maintenant de régler les questions du respect de l'État de droit en Biélorussie, en Pologne ou en Turquie ni d'ailleurs les enjeux géopolitiques.

Il s'agit aujourd'hui de sauver des vies humaines. C'est cette urgence humanitaire qui doit nous animer.

Notre horizon ne peut, et ne doit être, celui des murs de la honte, des fils barbelés coupants, des détecteurs de mouvements. En refusant d'ouvrir les frontières et en apportant sa solidarité au gouvernement Polonais, y compris en déployant Frontex,

l'Union européenne cautionne le discours xénophobe et anti-migrant.e.s du gouvernement polonais et pose comme seul horizon l'Europe forteresse.

À l'heure où les discours racistes et xénophobes se multiplient, où la détresse de milliers de personnes est utilisée à des fins de stratégie politique de haine, les forces progressistes doivent avoir une parole claire et forte sur la question de l'accueil de ces enfants, femmes et hommes aujourd'hui menacé.e.s de mort.

Devant la gravité de la situation, il faut tout de suite que l'Europe impose la présence d'observateurs internationaux et l'arrivée de l'aide humanitaire afin d'assurer la sécurité des milliers de personnes actuellement parquées entre frontières. Mais il faut également et clairement affirmer que, pour ne pas céder au chantage de régimes autoritaires, nous devons accueillir sur le territoire de l'Union européenne ces quelques milliers de migrant.e.s.

Face à l'instrumentalisation de cette détresse humaine, nous demandons que la France ne se contente pas de paroles. Si les gouvernements des États de l'Union, pris dans une course éhontée avec l'extrême droite, se refusent à le faire, la France doit se monter exemplaire en les recevant.

Emmanuel Macron prendra la présidence européenne en janvier 2022. Dès aujourd'hui la France doit agir pour que l'Union Européenne respecte ses engagements internationaux et mette en œuvre une politique migratoire coordonnée entre l'ensemble des États membres.

Si l'émigration est souvent le prix d'un arrachement de populations dévastées, nous affirmons en effet qu'aujourd'hui il est nécessaire d'accueillir dignement et de façon solidaire celles et ceux qui ont cherché refuge dans nos pays. Cela peut être une chance pour l'Europe, d'abord sur le plan économique mais aussi parce que l'histoire montre que toutes les sociétés sont le produit de la richesse de circulations permanentes de populations.

### **Tribune initiée par :**

Aurélie **Trouvé**, Militante altermondialiste et économiste et Thomas **Portes**,  
Président de l'observatoire national de l'extrême droite

### **Signataires**

Simon **Duteil** et Murielle **Guilbert** co-délégués Généraux de l'Union syndicale Solidaires

Cybèle **David** Secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires

Arié **Alimi**, Avocat

Taha **Bouhafs**, Journaliste

Julien **Bayou**, Secrétaire national EELV

Pablo **Pillaud-Vivien**, journaliste

Jean-François **Pellissier**, porte-parole ENSEMBLE!

Merlin **Gautier**, membre fondateur de Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS)

Joséphine **Delpeyrat**, déléguée générale de Génération.s

Camille **Hachez**, co-secrétaire fédérale des Jeunes Écologistes

Quentin **Bernier-Gravat**, fédéral des Jeunes Écologistes

Pierre **Khalfa**, fondation Copernic  
Marie-Pierre **Vieu**, fondation Copernic  
Elsa **Faucillon**, Députée PCF  
Willy **Pelletier**, sociologue, université de Picardie  
Mélanie **Luce**, Présidente de l'UNEF  
Laurence **De Cock**, historienne et enseignante  
Mathilde **Larrère**, Historienne  
Suzy **Rojtman**, porte parole du Collectif National pour les Droits des Femmes.  
Katia **Dubreuil**, présidente du Syndicat de la magistrature.  
Benoît **Teste**, secrétaire général de la fsu  
Youcef **Brakni**, militant antiraciste  
Christine **Poupin**, porte-parole du NPA  
Olivier **Besancenot**, porte-parole du NPA  
Claire **Lejeune**, Militante écologiste  
Annie **Lahmer**, conseillère régionale IDF EELV  
Pascal **Debay**, dirigeant national de la CGT  
Malik **Salemkour**, Président de la LDH  
Clémentine **Autain**, Députée LFI  
Claire **Schweitzer**, conseillère municipale d'Angers, co présidente du réseau national des élus insoumis et citoyens  
Gabriel **Amard**, conseiller régional Auvergne Rhône-Alpes, co)président du réseau national des élus insoumis et citoyens  
Guillaume **Chaussemy**, maire de pont-chrétien-Chabenet co-président du réseau national des élus insoumis et citoyens  
Delphine **Fenasse**, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois co-présidente du réseau national des élus insoumis et citoyens.  
Laurence **Cohen**, Sénatrice PCF  
Eric **Coquerel**, Député LFI  
François **Béchieu**, Secrétaire National du MDP  
Camille **Lecomte**, co-secrétaire générale du MNL  
Lenny **Gras**, Co secrétaire général du MNL  
Danielle **Simonnet**, conseillère de Paris  
Kaltoum **Gachie**, coprésidente du MRAP  
Jean-François **Quantin**, coprésident du MRAP  
François **Sauterey**, coprésident du MRAP  
Manon **Aubry**, Députée européenne LFI  
Annick **Coupé**, Attac France  
Raphaël **Arnault**, porte parole Jeune Garde  
Jean-Christophe **Sellin** Co-coordonateur national du Parti de Gauche  
Daniele **Obono**, Députée LFI  
Raphael **Pradeau**, porte-parole d'Attac France  
Emmanuel **Vire** Secrétaire général du syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT)  
Leila **Chaïbi**, Anne-Sophie pelletier, députés européennes Lfi  
Adrien **Quatennens**, Ugo **Bernalicis**, Loïc **Prudhomme**, Mathilde **Pannot**, Sabine **Rubin**, Jean-Hugues **Ratenon**, Benedicte **Taurine**, Bastien **Lachaud**, Muriel **Ressiguié** Caroline **Fiat**, Alexis **Corbière**, Michel **Larrive**, députés Lfi  
Rodrigo **Arenas**, porte-parole de la FCPE  
Bénédicte **Monville**, Militante écologiste, conseillère municipale et communautaire à Melun  
Jérôme **Gleizes**, conseiller de Paris EELV  
Eddie **Jacquemart**, Président National de la CNL

Anthony **Smith**, responsable syndical au ministère du travail  
Aurélien **Taché**, Député Les Nouveaux Démocrates  
Pierre **Laurent**, Sénateur PCF et Vice président du Sénat  
Ian **Brossat**, porte-parole du PCF  
Marie Christine **Vergiat**, Vice présidente de la LDH et ancienne députée européenne  
Marilyne **Poulain**, Secrétaire nationale CGT en charge des sans papiers  
Céline **Verzelatti**, secrétaire confédérale de la CGT  
David **Cormand**, Député européen EELV  
Sandrine **Rousseau**, économiste et militante EELV  
Patrice **Cohen-Séat**, Président honoraire d'Espaces-Marx  
Maryse **Martinez**, présidente MRAP 66  
Anne Marie **Delcamp** RESF 66  
Renée **Le Mignot**, présidente honoraire du MRAP  
Augustin **Grosdoy**, président honoraire du MRAP  
Pierre **Mairat**, président honoraire du MRAP  
Jacques **Prévert**, président honoraire du groupe Octobre  
Marie **Luchi**, Responsable des relations extérieures de Generation.s  
Mélicca **Camara**, Conseillère municipale de Lille /conseillère métropolitaine  
Organisation :  
**UCL**